

## **Compte-rendu INTERNE** **de la réunion du mardi 19 décembre 2023** **des 9 organisations de retraité·e·s**

**La réunion s'est tenue dans les locaux de la FGR-FP, le mardi 19 décembre, de 14 h à 16 h 15. Les 9 organisations étaient présentes.**

**Ordre du jour prévu** : un point sur l'actu, les prolongements de l'action du 24, le courrier aux associations, les demandes d'audiences aux groupes parlementaires, la loi « Bien vieillir », la loi de financement de la SS, les perspectives pour début 2024, questions diverses.

### **La FGR-FP, organisation invitante, lance la discussion sur l'actualité.**

Nous vivons une année particulière, le social est sorti de l'actualité alors que nous y sommes confrontés quotidiennement et que des actions revendicatives fortes ont été menées. Nous vivons une crise sociale qui perdure, mais elle disparaît des écrans et on nous inonde d'informations autres. Partout en Europe les migrations sont mises en avant, et nous avons une majorité de gouvernements d'extrême droite ou de libéraux autoritaires. Le contexte européen est difficile avec la réactualisation pour 2024 du pacte de stabilité (qui a suscité une manifestation à Bruxelles), de la fin du remboursement de la dette covid dans 5 ans, de l'objectif du déficit inférieur à 3% du PIB, des recommandations de réduction des dépenses du budget, de la réduction des moyens attribués aux Collectivités territoriales (transfert de responsabilités), de la réduction de toutes les allocations et des cotisations patronales, de la poursuite de l'offensive contre le travail. Macron promet une réindustrialisation mais même la Cour des Comptes n'en voit pas l'aboutissement et constate qu'en 30 ans, l'industrialisation est passée de 20 à 9 %. Le Maire clame sa solution, rapprocher le salaire net du brut (il s'agirait donc de supprimer totalement les cotisations sociales), diminuer la rémunération du

travail, stigmatiser les chômeurs, imposer la dégressivité des indemnisations des cadres, remettre en cause l'universalité des droits et des allocations (exemple de l'Angleterre), mettre en cause la rupture conventionnelle. La productivité n'évolue pas, à cause de la transformation des emplois. En 2017, il y avait encore 40 milliards d'euros de cotisations, aujourd'hui, les exonérations augmentent. Les femmes, dont 78 % sont en CDD, vivent une situation difficile.

Le 13 et le 24 octobre, nous étions en action. Les perspectives sont les débats sur la remise en cause des pensions de réversion, les violences sociales faites aux femmes (le 8 mars), l'interpellation du pouvoir.

**La CGT** a rencontré une élue verte sur Paris mais, jusqu'à présent, nous n'avons aucune réponse des groupes parlementaires. Pour la réunion d'aujourd'hui, chaque organisation s'est déjà exprimée sur les points à l'ordre du jour, sur les 49.3, sur la sécurité, sur la loi immigration, ... il semble inutile d'y revenir, nous pouvons passer tout de suite à l'organisation de nos actions futures. La CGT pense au début 2024, en évitant janvier déjà bien rempli, puis en sautant le mois de février du fait des vacances scolaires, ce qui nous fait viser le mois de mars, pour l'augmentation de toutes les pensions,

sur la promesse des 5,2 % alors que l'on ne voit rien venir, pour les services publics car des suppressions sont programmées. Nos objectifs sont réalistes et atteignables.

Au congrès de l'UCR-CGT, il a été dit plusieurs fois que les 9 ne se retrouvaient pas dans tous les départements, chaque organisation fait ce qu'elle peut, mais il faudrait progresser.

Aller voir les députés ? Sylvain Maillard le président Renaissance à l'Assemblée nationale est un assidu chez BFM, c'est lui qui a le plus critiqué les grévistes contre la loi retraite, il faut aller le voir. Les 14 députés de Paris n'ont pas de permanence.

**Ensemble & Solidaires** a dressé le même constat sur son absence dans certains départements, elle est en train d'insister auprès de ses équipes pour une plus grande présence.

**FO** approuve la présentation, le social semble disparaître, écrasé par l'international qui marque les esprits. Le climat de violence antisociale menée par le gouvernement participe à l'état de stupeur. Nous organisons toujours des manifestations mais Macron force malgré les résistances. Il faut se concentrer sur ce qu'on a entrepris, tenir les rencontres avec les élus, pour leur dire, à notre niveau « vous détricotez ce qui fait la France, et on ne sait pas quelle réaction cela engendrera ». Les élus jouent à la savonnette pour ne pas nous entendre, mais il ne faut pas lâcher, il faut insister et centraliser les initiatives (FO (Paul) est toujours d'accord pour le faire).

Devons-nous aller voir les élus LR et RN ? Ne pas y aller n'est pas satisfaisant, les camarades décideront localement et nous diront qui ils ont vu ou pas, s'ils ont eu des réponses ou pas ... et nous analyserons cela dans un document de bilan. FO comprend le manque d'envie de les voir.

Un gouvernement n'a jamais cherché à autant saper les dépenses sociales par les finances, celui-ci ponctionne l'Agirc-Arrco, l'Unedic, ... il considère qu'il n'existe qu'un budget, comprenant tout, le financement de l'Etat comme le financement de la Sécurité sociale, et dont il peut disposer à sa guise. Nous devons demander la fin des exonérations (qui ne sont plus compensées), insister sur la revendication de + 10 % des pensions immédiatement.

**La FSU** est frappée par les mauvais coups sur le pouvoir d'achat, l'augmentation des complémentaires dont les tarifs évoluent en fonction de l'âge, la marchandisation de la santé, tout ceci est loin des principes de la Sécu. Où en sont les lois Bien vieillir ? PLFSS ? Loi de programmation ? Des

retraités ont du mal à se soigner (c'est loin, cher et on va vers le tarif 3). Quelles mesures sont votées ? Très peu par rapport aux nombreux discours. Les 5,2 % ne sont pas dans la loi, il doit y avoir une entourage avec une « diminution du montant de l'augmentation des prix », nous devons préparer un texte en cas de mauvais coup. Nous devons écrire et demander une réponse.

Pour une action, les vacances se terminant le 11 mars, elle serait bien située fin mars.

Le 24 octobre, dans un contexte difficile de guerres et de période de vacances, nous avons recensé 102 initiatives dans 89 départements, qui ont été très bien relayées, et qui montrent une bonne assise des organisations du G9. Le nombre de manifestants n'y était pas, mais des retraités sortent pour leurs revendications.

En 2024, nous devons marquer l'anniversaire de nos 10 ans d'existence, ce qui n'est pas rien.

**Solidaires** se retrouve dans ce bilan exhaustif, bien que non réjouissant. Les luttes sociales sont difficiles à poursuivre drapeaux au vent tant le contexte pèse sur les esprits, la situation internationale disparaît derrière les boucs émissaires que sont les migrants et qui, à en croire certains seraient la cause de tous les maux du pays. Le gouvernement veut cacher le rapport capital travail qui disparaît des discours, il est difficile d'exister pour celles et ceux qui veulent continuer de mener les luttes sociales, mais le 24, bien que peu glorieux, représente une initiative qui est mieux que rien.

L'AG de l'Unirs du 6 décembre s'est réjouie de la permanence du G9. Nous sommes d'accord pour marquer le coup en mars, qui sera encore un exemple pour le mouvement social. Il faut poursuivre les rencontres avec les groupes parlementaires. C'est une vraie question de savoir ce que l'on fait avec les élus du RN que l'on ne veut pas voir, que faire s'il n'y a plus qu'eux dans le département ? Déjà des camarades travaillant dans des collectivités territoriales ont la question à résoudre quand la mairie est tenue par le RN.

Ce sera particulièrement grave si le RN dirige un jour la France. Solidaires n'ira pas voir les élus du RN.

Nous devons aussi continuer les rencontres avec les associations.

Après l'expression traditionnelle pour le 8 mars, nous sommes d'accord fin mars pour une initiative qui rende publiques les revendications du G9.

Notre AG a confirmé l'attachement de nos adhérents à la revendication d'augmentation uniforme des pensions pour ne pas accroître les inégalités, c'est ce que nous porterons pour mobiliser.

**La CFTC** constate que 35 % de l'Europe est aux mains de l'extrême-droite, c'est énorme et un gros problème. Pour renforcer notre fonctionnement, elle souhaite un annuaire des départements avec un responsable pour chaque organisation.

**Ensemble & solidaires** précise que, dans des départements, il n'existe aucun élu·e de gauche. Que faire ? Nous avons conseillé d'aller voir les personnes qui ont été élues, surtout dans les départements où le RN est le seul présent. Cela nous ferait connaître de ces élu·es qui ne nous connaissent pas. On ne perd rien à les rencontrer.

**La CGT** rebondit sur les initiatives du 24 que l'on n'a pas su valoriser. La quantité était absente, mais ... la couverture des médias a été bonne. Elle propose de nous concentrer sur ce que l'on a engagé : les rencontres avec les député·es à arracher, le pouvoir d'achat, la santé, ... et une initiative en mars vers l'Assemblée nationale (rassemblement, audience ?).

Nous allons voir les élu·es, mais pas ceux du RN, c'est dans notre ADN. Nous comprenons le problème des départements à 100 % RN, mais si nous les rencontrons, ils se serviront de nous. Nous connaissons leur bilan et leurs votes. Ils sont élus, mais la CGT ne les verra pas, quoique décideront les camarades des départements.

En mars, pour une bonne visibilité, nous laissons le début pour le 8 et réservons la fin pour une nouvelle action sur le pouvoir d'achat.

La CGT informe qu'au rendez-vous qu'elle a demandé le 24 octobre, elle a reçu une réponse le 30 novembre « *madame la ministre ne peut pas vous recevoir mais monsieur Dussopt le peut* ».

**La CFE-CGC** est pessimiste car nous avons rencontré Delevoeye, Buzyn, Dussopt, avant que les actifs soient reçus. Elle approuve la lettre aux associations qui propose une rencontre et elle ne les sent pas, elles ne votent pas contre, souvent pour, parfois prennent acte... leur problème est leur dépendance des financements de la CNSA.

Groupes politiques : ne pas écrire, ne pas aller voir le RN pose problème car nous avons tous des adhérent·es chez eux, c'est pourquoi nous n'écrivons pas que nous n'y allons pas.

La « pause » de février permet de travailler sur les dossiers de la santé, sujet qui est bien compris par tous. Orpéa continue, complémentaires santé, médicaments, ... la santé passe mieux que le pouvoir d'achat.

Présence dans les territoires : la CGC n'est pas partout, par méconnaissance du G9 ou par incompatibilité d'humeur, parfois, localement.

Pour le 8 mars, un courrier est le minimum.

**FO** : pour donner espoir et éviter l'accident électoral fatal, il faut remettre le social au premier plan, c'est-à-dire le pouvoir d'achat, la santé, les services publics et non l'immigration qui ressort dans les sondages comme n'étant pas la préoccupation première des gens. Nous devons interpellier la première ministre sur la réalité des 5,2 % qui étaient promis et lui dire de respecter ses engagements, face à la dérive des prix essentiels. Les femmes retraitées sont les premières victimes. L'action de fin mars est à préparer maintenant, ainsi que la défense de la réversion qui maintient au-dessus du seuil de pauvreté ce qui impose de contredire la campagne à venir sur le salaire des femmes qui augmente et qui permet une bonne pension.

**La FSU** n'ira jamais voir le RN, la question ne se pose même pas en interne. L'association AD-PH nous a répondu, la rencontre doit avoir lieu. L'action vers les élu·es et les groupes parlementaires sont à poursuivre, nous pouvons aussi profiter des discours des maires avec leur vœux, pour les voir.

Au HCFEA, nous avons un motif de satisfaction, le président reçoit demain le G9 au sujet de la 5<sup>e</sup> branche. Nous préparons cette rencontre en visio demain à 11 h avec les organisations qui le souhaitent.

Le COR est sollicité sur les femmes retraitées âgées par rapport aux discours sur les salaires élevés, et la volonté de rapprocher les différents régimes.

**Ensemble & solidaires** : le HCFEA a envoyé un document qui émet des critiques sur la 5<sup>e</sup> branche, ce qui montre que des hauts fonctionnaires prennent leur distance. La Cour des Comptes accuse la politique du gouvernement d'être en-dessous des besoins, elle explique que si une personne est maltraitée, elle va mal travailler, démissionner...

**Pour la CGT**, le problème essentiel est le manque de médecins traitants, 70 % sont sur le départ à Paris, sans remplaçant prévu. La suppression de maternités et d'hôpitaux fait des dégâts, il faut les garder. Les gares deviennent des centres commerciaux, installent des cabines de consultation médicale.

En février, nous devons sortir des matériels sur les 5,2 %. La poste arrête la distribution quotidienne du courrier.

**FO** tente une synthèse de ce qui est à faire : relancer les groupes parlementaires, aller voir les députés dans les départements (Paul centralise ce qui se passe dans les départements), rédiger un document sur les pensions de réversion et annoncer une campagne, revendiquer les 10 % de revalorisation des pensions et réclamer la promesse des 5,2 %, répondre à l'ADPH.

**La CGT** ajoute la conférence de presse fin janvier pour annoncer tout cela. Elle rappelle que la presse n'est pas venue à notre dernière conférence de presse puis nous avons assisté à un déferlement comme on n'en a jamais vu avec toute la presse nationale venue nous solliciter le 24 octobre.

**La CFTC** signale que les pensions de réversion concernent aussi les hommes, toutes les personnes isolées qui subissent une perte de revenu alors qu'elles doivent faire face aux mêmes dépenses.

## Décisions adoptées :

**Interpellation et demande d'audience à la première ministre** sur nos revendications et notamment sur le maintien du pouvoir d'achat : FO (Didier Hotte) rédige le projet.

**Poursuite des actions engagées auprès des groupes parlementaires et des élus.** Les équipes envoient des informations sur leurs initiatives : FO (Paul Barbier) continue de les recenser dans un document national.

**Matériels pour les équipes, pour une conférence de presse fin janvier et pour une mobilisation fin mars :**

- **Pouvoir d'achat** : Solidaires (Patrice Perret) propose un tract début février.
- **Campagne réversion** : on sent bien que la réversion va être remise en cause par le gouvernement sous prétexte que les femmes auraient maintenant de meilleurs salaires. Nous devons être prêts à la défendre : la FSU (Marylène Cahouet) envoie les éléments début janvier.
- **Santé, PLFSS et loi « Bien vieillir »** font l'objet d'annonces médiatiques fabuleuses mais de peu d'engagements. La CFE-CGC (Maud Giloux) envoie en janvier un point sur la loi pour bâtir une société du bien vieillir, la loi de programmation du Grand Âge, la structuration d'un Service public territorial de l'autonomie SPTA en expérimentation auprès de départements.

- **Lettre de relance et de rappel aux groupes parlementaires** pour une rencontre : FO (Paul Barbier) envoie un projet. Dans les départements, les équipes départementales décideront des rencontres qu'elles souhaitent.

- **Document sur les mensonges de Macron à l'égard des personnes retraitées**, à utiliser par les équipes : Solidaires (Patrice Perret) structure le projet déjà envoyé et le complète des ajouts que lui enverront les autres organisations d'ici début janvier.

**Autres décisions :**

- **Rencontre avec les associations** : nous répondons favorablement à l'AD-PH qui a répondu à notre demande de rencontre : la FSU (Marylène Cahouet) rédige la réponse).

- **Prévoir une conférence de presse fin janvier**, pour annoncer ce que nous ferons dans les prochaines semaines dont, la journée du 8 mars et la situation des femmes en retraite et probablement la proposition d'une journée spécifique « personnes retraitées » à l'appel du G9 dans la deuxième quinzaine de mars : la CGT (Cathy) la prend en charge.

**Prochaine réunion** : vendredi 19 janvier 2024 à 10 h dans les locaux de FO.

## Action du G9 sur les complémentaires santé ?

**Solidaires** a envoyé avant la réunion sa note mensuelle de décembre dont la page 2 détaille les complémentaires santé, différentes, de la fonction publique, de la poste et de la SNCF. Solidaires souhaite que le G9 prenne des initiatives pour regrouper les informations, comparer les contrats, voire susciter des actions pour que les retraités ne soient pas oubliés et bénéficient de la même complémentaire que les actifs, avec la même aide de la part de l'ancien employeur. Elle insiste sur le fait que toutes les organisations syndicales ont signé la partie santé du contrat fonction publique et qu'il devrait être possible de s'entendre au niveau des retraités.

Les autres organisations s'expriment dans un premier temps sur des informations diverses : la CFDT a contourné le problème en offrant à ses adhérents un contrat collectif négocié avec la MGEN, des mutuelles sous-traitent la garantie décès à une assurance, la mutuelle de groupe CCMO propose une complémentaire sans limite d'âge, ...

### Pour en revenir à la question posée :

**FO** explique pourquoi le G9 ne peut pas agir sur les complémentaires. FO vient de réussir à élaborer un document sur la mutualité, qu'il a fallu vérifier longuement auprès de tous ses administrateurs divers, elle ne souhaite pas se relancer dans un exercice d'équilibriste du même style.

Elle précise que les transferts de charge de la Sécu vers les complémentaires vont augmenter les tarifs de 8 %, qu'un bilan par catégorie va opposer les uns aux autres. Il faut réintégrer toutes les compétences dans la sécu.

**La FGR-FP** rappelle que le gouvernement veut diminuer les cotisations, ce qui augmentera la charge, fera puiser dans les réserves, imposera de s'adosser aux assureurs, ... le mutualisme n'a plus d'avenir avec des augmentations insupportables des cotisations et la diminution des prestations ... qui offre

une belle place aux surcomplémentaires. Le 100 % Sécu est la seule solution. Le Bras, l'ex-président du COR, annonce une diminution des cotisations et constate la concentration des mutuelles, passées de 6 000 mutuelles à 450 aujourd'hui.

**FO** revient sur l'impasse des mutuelles, dont l'esprit n'existe quasiment plus à cause de la concurrence qui impose de nier ses principes solidaires pour avoir le marché. Les plus anciens se souviennent que tout ceci résulte d'une orientation prise par Davant, le président de la FNMF à compter de 1992. La MGEN prépare 800 licenciements, des fermetures de centres pour conserver le marché de l'éducation nationale. Tout le monde n'a pas de complémentaire, car c'est cher, les frais de fonctionnement des complémentaires sont bien supérieurs à ceux de la Sécu.

**Solidaires** rappelle les dérives successives d'une grande partie du mouvement mutualiste, effectivement sous l'impulsion de Jean-Pierre Davant, président de la MNDGI (aux impôts) de 1978 à 1986, puis président de la Mutualité Fonction Publique à compter de 1986, puis vice-président de la Mutualité française (FNMF) à compter de 1987, avant de succéder à René Teulade à la présidence de la FNMF en 1992, Teulade devenant ministre dans un gouvernement Bérégovoy en 1992-1993. C'est à cette époque que le gouvernement français, du temps de Michel Rocard notamment, avec des directives européennes, a engagé les mutuelles dans la voie de la concurrence avec les compagnies d'assurances privées. Nous en payons les résultats aujourd'hui, où les concentrations se succèdent, chaque opération devenant une opération boursière. Il est bien loin le temps où les mutuelles étaient le prolongement d'une activité syndicale.

**Conclusion** : le G9 ne fera rien sur les complémentaires.